

Image et réalité de l'agriculture française. Prix des produits alimentaires et revenu des agriculteurs. PAC et régulation des marchés... Les enjeux agricoles et alimentaires, une priorité politique pour la France en 2012 ?

Un débat pour notre avenir agricole et alimentaire

Les **6èmes Entretiens de Rungis** se sont tenus ce matin. Organisés par la SEMMARIS, société gestionnaire du Marché International de Rungis, ils visaient - juste avant les campagnes électorales qui s'annoncent - à s'interroger sur la question :

2012 : quel cap pour l'agriculture et l'alimentation ?

La matinée a été rythmée en trois tables rondes, dont les échanges étaient fondés sur une étude exclusive commanditée par la SEMMARIS à TNS Sofres. Etude établie sur la base d'entretiens réalisés en face à face, du 27 au 30 mai dernier, à domicile auprès de 1 000 personnes représentatives de la population française (cf. synthèse de l'étude jointe).

1 – Quels visages pour le monde agricole français ?

Une belle image mais brouillée

L'étude de TNS Sofres montre en effet que les Français ont une bonne image des agriculteurs et qu'ils n'en méconnaissent pas les difficultés (conditions de travail, revenus...). En revanche, ils se montrent beaucoup plus incertains quand il s'agit de dresser un constat précis de la situation de l'agriculture française, par exemple sur ses capacités exportatrices.

Durant cette table ronde, de nombreux points ont été évoqués : les mutations du monde agricole dont la modernité est reconnue, mais aussi l'éloignement des consommateurs dont il souffre, éloignement qu'illustreraient la montée des produits sous marques de distributeurs et, plus généralement, la difficulté à regagner en valeur ajoutée.

ILS ONT DIT...

"Les Français considèrent bien l'agriculture comme un pilier de l'économie, mais comme un pilier qui vacille" explique Guénaëlle Gault, de TNS Sofres, "et ils peinent à dresser un constat clair de sa situation".

"L'image des agriculteurs évolue dans le bon sens" se félicite Jean-Michel Schaeffer, des Jeunes Agriculteurs, "mais nous devons amplifier nos efforts pour montrer ce qu'ils font de positif".

Pour Yuna Chiffolleau, sociologue à l'Inra, *"les urbains n'ont plus forcément de lien avec le monde agricole, mais cette distance peut aussi être source d'innovation, par exemple dans le renouveau des circuits courts"*.

"Il y a un grand trouble derrière la bonne image des agriculteurs et la crise économique que nous traversons nous conduit à refaire le lien entre agriculture et alimentation" estime Lucien Bourgeois, économiste.

Etienne Gangneron, de la FNSEA, note que *"les consommateurs gardent de grands principes sur l'agriculture, mais ils restent pragmatiques dans leur recherche de prix"*.

2 – Quelles régulations pour l'agriculture et l'alimentation face aux attentes des citoyens ?

Le prix au cœur du modèle alimentaire

Les Français interrogés par TNS Sofres se montrent peu, ou mal, informés sur la Politique Agricole Commune (PAC) et sceptiques quant aux marges de manœuvre du gouvernement pour influencer sur les enjeux alimentaires. Ils attendent pourtant que l'Etat intervienne au moins sur un élément qui reste leur premier critère d'achat : les prix.

La capacité des productions agricoles à trouver des niveaux de prix suffisants était en effet au cœur de ce débat. Mais la qualité et le goût des produits d'une part, la sécurité ou la préservation de l'environnement d'autre part sont également des variables à prendre en compte dans la régulation des marchés. C'est l'objectif de l'encouragement des politiques contractuelles ou du Programme National Alimentaire en France ; c'est celui des incitations à constituer des organisations de producteurs ou de la prise en compte de la multifonctionnalité de l'agriculture au niveau communautaire.

ILS ONT DIT...

"Nous devons retrouver une transparence, une lisibilité sur les coûts agricoles" explique Pascale Briand, de la DGAL. "Mais on ne peut en même temps exiger la qualité et la sécurité et vouloir allouer une part décroissante de son budget à l'alimentation. La diversité de l'offre alimentaire de notre pays contribue à l'équilibre alimentaire, donc au bien être et à la santé".

"La PAC ne satisfait plus personne, ni les producteurs, ni les consommateurs : entre eux, quelque chose a été perdu" déplore Bernard Chevalier, de l'Orgeco.

Pour Jean-Louis Everaerts, de la Commission européenne, *"le fondement de la PAC, c'est le soutien des revenus de l'agriculture. Mais la sécurité alimentaire redevient un sujet, pas seulement sur le plan sanitaire, mais aussi comme indépendance dans les approvisionnements. D'ailleurs, tous les pays développés ont une politique agricole ; tous les pays sous-développés n'en ont pas"*.

Gilles Salvat de l'Anses annonce qu'*"à court terme, la sécurité sanitaire coûte, mais à long terme, elle permet de moderniser les outils et peut améliorer la productivité et, de ce fait, diminuer les coûts"*.

3 – Demain, quelle politique pour l'agriculture et l'alimentation en France ?

Un enjeu pour les prochaines échéances électorales

L'alimentation et l'agriculture figurent parmi les questions prioritaires auxquelles les Français attendent des réponses durant la campagne pour l'élection présidentielle de 2012. L'étude de TNS Sofres révèle un décalage entre les priorités gouvernementales telles que les identifient les Français et celles qu'ils ont eux-mêmes en ce domaine. Notamment, une fois encore, le prix de produits alimentaires et, simultanément, le niveau de vie des agriculteurs.

En l'absence d'un représentant de l'UMP, empêché par d'autres circonstances, Jean Gaubert, député PS des Côtes-d'Armor a présenté sa vision. *"Nous ne pensons plus que les difficultés du pouvoir d'achat peuvent être compensées par la baisse des prix alimentaires. Nous sommes descendus à un seuil en deçà duquel on ne peut pas aller. Il faut donc réfléchir à une meilleure répartition des revenus entre Français."*

Et d'évoquer les écarts de compétitivité avec l'Allemagne, l'Organisation Mondiale du Commerce, les standards sanitaires ou environnementaux, la fin des quotas laitiers... *"L'expérience montre que l'aide indirecte ne suffit pas à faire le revenu des paysans ; le soutien au marché est redevenu nécessaire"*. Et de préciser que *"le ministère de l'Agriculture garde encore quelques pouvoirs, notamment en matière de politique d'installation, de formation ou de contrôles"*.

Edouard Lecerf, directeur général de TNS Sofres, a pour sa part rappelé : *"la priorité absolue des Français, c'est le pouvoir d'achat"*.

EN CONCLUSION...

Marc Spielrein, président de la SEMMARIS, est revenu sur la contractualisation : *"sur le fond, c'est une idée riche et prometteuse, une bonne façon de faire avancer les relations commerciales, mais l'outil n'est pas encore au point, particulièrement pour le marché des fruits et légumes. Nous ne pouvons qu'espérer que le gouvernement remette le décret sur la table pour faire progresser cette idée"*.

Plus généralement, *"le Marché de Rungis et ses opérateurs constituent des acteurs incontournables au sein des filières. Entre les producteurs et les consommateurs, ils occupent une position privilégiée pour favoriser le dialogue et l'information. La marque "Rungis" est porteuse de valeurs face au formatage exagéré de l'offre qui ne peut qu'entraîner la désaffection des consommateurs. Comme vitrine de la gastronomie française, Rungis montre que l'alimentation est d'abord un plaisir, parfaitement conciliable avec la santé"*.

Contact presse : Philippe STISI

Tél. 01 41 80 80 83 – Mail. philippe.stisi@semmaris.fr

SEMMARIS : 1 rue de la Tour, BP4316 - 94152 Rungis cedex
www.rungisinternational.com